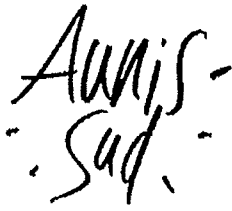


**AR Prefecture**017-200041614-20251216-2025\_12\_05-DE  
Reçu le 22/12/2025

Imagine la futuralté

**COMMUNAUTE DE COMMUNES AUNIS SUD****EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**Séance du mardi 16 décembre 2025  
DELIBERATION n°2025\_12\_05**PARC D'ACTIVITES ECONOMIQUES DE LA COMBE – SURGERES – DETERMINATION DU NOUVEAU  
PRIX DE COMMERCIALISATION DES TERRAINS**

Nombre de membres :			L'an deux mille vingt-cinq, le seize décembre à dix-huit heures, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Aunis Sud, légalement convoqué, s'est réuni au siège de la Communauté de Communes sur la commune de Surgères, sous la présidence de Monsieur Jean GORIOUX
En exercice	Présents	Votants	
50	32	36	
Quorum : 26			
<b>Présents / Membres titulaires :</b> Jean GORIOUX – Catherine DESPREZ (a reçu pouvoir de Frédérique RAGOT) – Christian BRUNIER – Raymond DESILLE – Micheline BERNARD – Eric BERNARDIN – Gilles GAY – Pascal TARDY – Christophe RAULT – Anne-Sophie DESCAMPS – Didier BARREAU (a reçu pouvoir de Marylise BOCHE) – Pascale GRIS (a reçu pouvoir de Kévin BAYNAUD) – Barbara GAUTIER – Christelle GRASSO – Marie France MORANT – François PELLETIER – Olivier DENECHAUD – Baptiste PAIN – Florence VILLAIN – Angélique PEINTRE – Pascal MAGINOT – Catherine MOREAU – Lydia BERETTI – Philippe BARITEAU – Jean Michel SOUSSIN – Bruno CALMONT – Philippe BODET – Valérie RIVÉ – Sylvie PLAIRE (a reçu pouvoir de Stéphane AUGÉ) – Laurent ROUFFET – Thierry PILLAUD			
<b>Présents/ Membres suppléants :</b> Yannick BODAN			
<b>Absents :</b> Joël LALOYAUX (excusé), Emmanuel JOBIN (excusé), Christophe FOLOPPE (excusé), Danielle BALLANGER (excusée), Didier TOUVRON (excusé), Steve GABET (excusé), David CHAMARD (excusé) Jean-Yves ROUSSEAU, Éric GUINOISEAU, Emmanuel NICOLAS, Matthieu CADOT, Pascale BERTEAU, Younes BIAR, Thierry BLASZEZYK			

**Secrétaire de Séance :**  
Jean-Michel SOUSSIN**Convocation envoyée le :**  
10 décembre 2025**Affichage de la convocation le :**  
10 décembre 2025**Auteur de l'acte :** Jean GORIOUX, Président**Télétransmission en préfecture le :** 22 DEC. 2025

n°: 017-200041614-20251216-2025\_12\_05-DE

**Date de publication sur le site Internet :**  
23 DEC. 2025

**AR Prefecture**

017-200041614-20251216-2025\_12\_05-DE  
Reçu le 22/12/2025

**PARC D'ACTIVITES ECONOMIQUES DE LA COMBE – SURGERES – DETERMINATION DU NOUVEAU PRIX DE COMMERCIALISATION DES TERRAINS**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** les statuts de la Communauté de Communes Aunis Sud,

**Vu** la délibération n°2023-12-06 du Conseil Communautaire du 19 décembre 2023, fixant le prix de cession des terrains du Parc d'Activités Economiques de La Combe à Surgères à 40 € HT/m²,

**Considérant** l'aménagement et la viabilisation du parc d'activités économiques de La Combe à Surgères pour répondre aux demandes de réservation foncière,

**Considérant** le prix de revient de cette opération ainsi que les opérations connexes liées à sa desserte,

**Considérant** que dans le cadre de la lutte contre l'incendie, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir disposer en tout temps et en tous lieux de moyens en eau adaptés à leurs missions : sauvetage, extinction et protection. Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Charente-Maritime (SDIS 17) a évalué ses besoins en eau en s'appuyant sur une analyse des risques en fonction de leur nature et de leur occurrence. Des adaptations à l'environnement et aux projets d'urbanisme doivent donc être envisagées pour certains secteurs,

**Monsieur Eric BERNARDIN, Vice-Président** en charge du développement économique, informe l'assemblée qu'actuellement, la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) sur le parc d'activités, couvre un débit de 70m³/h alors que la demande du SDIS est de 150m³/h minimum, suite au projet d'implantation d'une entreprise.

Il est à noter que la question de la réserve en eau risque de se poser lors de chaque implantation de nouvelles entreprises.

Aussi, la Communauté de Communes a évalué le coût des aménagements supplémentaires, s'il était convenu qu'elle assure de manière mutualisée la mise en place sur ce parc d'activités, des compléments en eau disponibles et nécessaires pour répondre aux recommandations du SDIS.

Ainsi, il est proposé au Conseil Communautaire de déterminer un nouveau prix de commercialisation des terrains de ce parc d'activités économiques, prenant en compte ces dépenses.

**Vu** l'avis favorable de la Conférence des Maires en présence des membres du bureau le 2 décembre 2025 qui propose de faire évoluer le prix de cession des terrains du parc d'activités économiques de La Combe à Surgères à 42 € HT/m²,

**Monsieur Eric BERNARDIN, Vice-Président**, propose de fixer le nouveau prix de commercialisation des lots du parc d'activités économiques de La Combe à Surgères à 42 € HT/m².

Il est rappelé que le lot n°24 restera propriété de la Communauté de Communes Aunis Sud et ne pourra être cédé, conformément aux engagements pris auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Ces explications entendues, **Monsieur le Président** demande au Conseil Communautaire de se prononcer sur la présente délibération.

**AR Prefecture**

017-200041614-20251216-2025\_12\_05-DE  
Reçu le 22/12/2025

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire,

**A l'unanimité**

- Donne acte au rapporteur des explications ci-dessus détaillées,
- Décide de fixer le nouveau prix de commercialisation des terrains du parc d'activités économiques de La Combe à Surgères à 42 € HT/m<sup>2</sup> (quarante-deux euros),
- Autorise Monsieur le Président à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif, technique et financier de la présente délibération.

Pour Extrait Conforme :  
Les signatures sont au registre.  
Fait à Surgères,  
Le 17 décembre 2025

Le Président

Jean GORIOUX



Le secrétaire de séance

Jean-Michel SOUSSIN

**Délais et voies de recours**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois suivant la publication et/ou la notification. Le recours peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). La délibération peut également faire l'objet d'un recours administratif auprès du Président dans le même délai ; en cas de réponse négative ou en cas d'absence de réponse dans un délai de deux mois, le demandeur dispose d'un nouveau délai de deux mois pour introduire un recours contentieux.